



Tous droits réservés

DROIT COMMERCIAL

Séance 4 : Le conjoint ou partenaire du commerçant

I.	Le conjoint ou partenaire étranger à l'exercice de l'activité	2
A)	L'époux commerçant	2
1)	Les pouvoirs de l'époux commerçant	2
a)	Si le fonds appartient en propre au commerçant	2
b)	Si le fonds est commun en bien	2
2)	Les dettes de l'époux commerçant	3
a)	Séparation de biens	3
b)	Communauté	3
B)	Le partenaire de PACS commerçant	4
II.	Le conjoint ou partenaire participant à l'exercice de l'activité	5
A)	Le statut du conjoint ou partenaire du commerçant	5
1)	Le choix d'un statut légal	5
a)	Le conjoint ou partenaire collaborateur (L. 121-4 1° C. Com.)	6
b)	Le conjoint ou partenaire salarié	6
c)	Le conjoint ou partenaire associé	7
2)	La coexploitation	7
B)	Les garanties du conjoint	8
1)	Du vivant du commerçant	8
2)	Au décès du commerçant	8

Le statut du conjoint du commerçant varie selon que celui-ci participe ou non à l'activité commerciale de son époux.

On étudiera d'abord le statut du conjoint du commerçant lorsque celui-ci est étranger à l'exercice de l'activité commerciale (I). On analysera ensuite le statut du conjoint lorsque celui-ci prend part à l'activité commerciale de son époux (II).

I. Le conjoint ou partenaire étranger à l'exercice de l'activité

A) L'époux commerçant

1) Les pouvoirs de l'époux commerçant

a) Si le fonds appartient en propre au commerçant

Cela peut concerner deux hypothèses :

- Les époux sont en séparation de bien,
- Les époux sont en communauté réduite aux acquêts et le fonds a été acquis avant le mariage ou acquis à titre gratuit pendant le mariage.



À retenir : Si le fonds appartient en propre au commerçant, l'époux commerçant est seul qualifié pour accomplir tous les actes d'administration et de disposition sur le fonds (**art. 225 C. Civ.**).

b) Si le fonds est commun en bien

Les époux sont en communauté réduite aux acquêts et le fonds a été créé ou acquis à titre onéreux pendant le mariage.



À retenir : En principe, si le fonds est un bien commun, l'époux commerçant a seul le pouvoir d'accomplir les actes d'administration et de disposition nécessaires à celui-ci (**art. 1421 al. 2 C. Civ.**).



Attention : Par exception, le consentement des deux époux est requis pour céder le fonds, l'apporter en société ou le donner en nantissement (**1424 C. Civ.**).

2) Les dettes de l'époux commerçant

a) Séparation de biens

Les dettes commerciales restent propres à l'époux commerçant.



À retenir : Le paiement ne peut être poursuivi qu'à l'encontre de l'époux commerçant sur ses biens propres.

b) Communauté



À retenir : Selon l'**article 1413 du C. Civ.**, les cocontractants peuvent poursuivre le paiement des dettes commerciales sur les biens propres de l'époux commerçant et sur les biens communs.



Attention : Par exception, en cas de fraude du débiteur et de mauvaise foi du créancier, les biens communs ne seront pas saisissables.

Limites :

- Il existe un droit à récompense de la communauté au jour de la dissolution du mariage (**1413 C. Civ.**) ;
- Il n'y a pas de poursuites possibles sur les gains et salaires du conjoint non commerçant (**1414 C. Civ.**) ;
- Les dettes nées de l'emprunt ou du cautionnement n'engagent que les biens propres et les revenus du commerçant, sauf si le conjoint non commerçant a donné son consentement exprès (**1415 C. Civ.**).



Attention : L'époux commerçant a l'obligation d'informer son conjoint non commerçant sur les risques liés à son activité, lors de l'immatriculation au RCS (**L.526-4 C. Com.**).

B) Le partenaire de PACS commerçant

En **principe**, le PACS n'a aucune incidence sur l'activité commerciale d'un partenaire :

- Chaque partenaire conserve l'administration et la jouissance de ses biens personnels.
- Chacun reste seul tenu de ses propres dettes (**515-5 C. Civ.**).



À retenir : Par exception, si les partenaires ont choisi le régime de l'indivision, le fonds acquis après la conclusion du PACS est réputé indivis (**515-5-1 C. Civ.**) et chaque partenaire, gérant de l'indivision, dispose des pouvoirs (**515-5-3 C. Civ.**).

II. Le conjoint ou partenaire participant à l'exercice de l'activité

A) Le statut du conjoint ou partenaire du commerçant

1) Le choix d'un statut légal

Selon l'**article L.121-4 C. Com.**, le conjoint ou partenaire d'un chef d'une entreprise commerciale qui y exerce une activité régulière opte obligatoirement pour un statut :

- Conjoint collaborateur,
- Conjoint salarié,
- Conjoint-associé.

Selon l'**article L.121-8 C. Com.**, ces statuts s'appliquent également au partenaire de PACS.



Attention : art. L.121-3 C. Com. : Le conjoint d'un commerçant n'est réputé lui-même commerçant que s'il exerce une activité séparée de celle de son époux.

Ainsi, le simple fait de participer à l'activité commerciale de son conjoint chef d'entreprise, **ne fait pas acquérir la qualité de commerçant**, sauf en cas de coexploitation (cf. 2.).

a) Le conjoint ou partenaire collaborateur (L. 121-4 1 ° C. Com.)

→ Conditions :

- **Condition de fond** : le conjoint ou collaborateur doit exercer d'une **activité régulière** dans l'entreprise sans percevoir de rémunération et sans être associé au sens de l'**article 1832 du C. Civ. (R.121-1 C. Com.)**.
L'absence d'activité régulière est présumée si le conjoint exerce, en dehors de l'entreprise, une activité salariée au minimum sur un mi-temps ou une activité non salariée (**R.121-2 C. Com.**).
- **Condition de forme** : le conjoint collaborateur doit être **déclaré** en tant que tel au RCS (**L.121-4 IV ° C. Com.**).

→ Effets :

- Cette qualité de conjoint collaborateur crée une présomption simple de mandat au profit du conjoint pour accomplir au nom de l'époux commerçant les actes d'administration concernant les besoins de l'entreprise (**L.121-6 al. 1 C. Com.**).



Attention : le conjoint collaborateur :

- o N'est pas tenu personnellement par les actes accomplis (**L.121-7 C. Com.**),
 - o N'a pas la qualité de commerçant (**Com., 11 février 2004, n° 01-00.430**).
- Le conjoint collaborateur a la qualité d'électeur pour les membres des Chambres de commerce et d'industrie (**L.713-1 II-1 ° c) C. Com.**) et délégués consulaires (**L.713-7 1 ° c) C. Com.**).

b) Le conjoint ou partenaire salarié

→ Conditions :

- Le conjoint doit participer effectivement à l'activité commerciale à titre professionnel et habituel,

- Il doit percevoir une rémunération au moins égale au SMIC,
- Il n'y a toutefois **aucune condition de subordination** (condition en principe nécessaire à la reconnaissance d'un contrat de travail). => **Soc., 6 novembre 2001, n° 99-40.756.**

→ **Effets** : le conjoint bénéficie de la protection du droit du travail et du droit de la sécurité sociale.

c) Le conjoint ou partenaire associé

→ **Condition** : Le conjoint doit être **associé de la même société**.

- Il importe peu que leurs apports soient exclusivement constitués de biens communs (**1832-1 C. Civ.**),
- peu importe qu'ils soient solidairement et indéfiniment tenus du passif social,
- exceptionnellement, le conjoint associé aura la qualité de commerçant s'il est associé d'une société conférant la qualité de commerçant (associés d'une SNC, commandités d'une SCS ou SCA).

Si un époux apporte des biens communs en société, son conjoint doit en être averti et il peut à cette occasion revendiquer la qualité d'associé (pour la moitié des parts sociales acquises), mais seulement pour les sociétés dont les parts ne sont pas négociables. => **1832-2 C. Civ.**).

→ **Effets** : le conjoint associé bénéficie de **tous les droits attachés à la qualité d'associé** :

- Droit de vote,
- Droit sur les dividendes,
- Droit de contrôle et d'administration.

2) La coexploitation



À retenir : Lorsque le conjoint ou partenaire ne se contente pas d'un simple concours, mais s'immisce dans la gestion du fonds de commerce, il devient coexploitant du fonds de commerce.

Les époux ou partenaires prennent part au commerce sur un pied d'égalité. Ils accomplissent tous les deux des actes de commerce de manière indépendante et à titre de profession habituelle.

Dans ce cas, les époux ou partenaires ont tous les deux la qualité de commerçant (par exception à l'**article L.121-3 C. Com.**). Ex : **Com., 15 octobre 1991, n° 89-19.281 ; Com., 4 octobre 1994.**



Attention : En cas de coexploitation, les deux époux ou partenaires risquent une procédure collective, susceptible de s'appliquer à leurs biens personnels.

B) Les garanties du conjoint

1) Du vivant du commerçant

→ Si le fonds est un bien commun et que le conjoint **ne participe pas** à l'activité commerciale, le consentement des deux époux est requis pour **céder** le fonds, **l'apporter** en société, ou le donner en **nantissement** (**1424 C. Civ.**).

→ Si le fonds est un bien commun et que le conjoint **participe** à l'activité commerciale, la liste des actes soumis à peine de nullité au consentement de deux époux est allongée. Le consentement des deux époux est également nécessaire pour la location du fonds de commerce et l'aliénation d'un **élément du fonds de commerce** nécessaire à son exploitation (**L. 121-5 C. Com.**).

2) Au décès du commerçant

→ L'**article 831 C. Civ.** prévoit **un mécanisme de l'attribution préférentielle** : lors du partage de la succession, le conjoint qui a participé à l'activité commerciale aura droit à l'attribution de l'entreprise, par préférence aux autres héritiers, moyennant une éventuelle soulte.

→ Le conjoint ayant participé à l'activité commerciale pendant au moins 10 ans sans percevoir de rémunération aura **droit à une indemnisation**, égale à 3 fois le SMIC annuel dans la limite du $\frac{1}{4}$ de l'actif successoral (**art. 14 loi 31 déc.1989**).